



Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande-Synthe, Nord - février 2021

Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violations des droits humains des personnes en situation d'exil à la frontière Franco-britannique*.

Chiffres concernant les expulsions quotidiennes des lieux de vie informels



Au moins 5 expulsions de lieux de vie informels



Au moins 461 tentes et bâches saisies



Au moins 5 arrestations lors des expulsions



Au moins 43 mineur.e.s isolé.e.s rencontré.e.s**



Au moins 113 sacs de couchage et couvertures saisis seulement le 23/02

La stratégie politique consistant à éviter les "points de fixation" a conduit à des expulsions de plus en plus fréquentes à Grande-Synthe. Certaines options d'hébergement, avec des bus, sont forcées, ceux qui résistent sont souvent arrêtés par la police aux frontières. Au cours de ces opérations, tous les abris, biens de premières nécessités et affaires personnelles sont alors détruits et / ou saisis. Ces opérations d'épuisement sont accompagnées de contrôles d'identité souvent abusifs (Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916) et donnent lieu à des arrestations puis placements en rétention administrative alors illégaux. Ces contrôles d'identité et arrestations arbitraires sont quotidiens, même en dehors du contexte des expulsions.

Les lieux de vie informels de Grande-Synthe qui sont actuellement régulièrement expulsés sont dispersés dans une grande zone boisée. Par conséquent, ce qui est considéré comme une seule opération d'expulsion affecte en fait plus de 20 petits "lieux de vie."

HRO a enregistré une expulsion illégale le 24 février. Des agents des forces de l'ordre, qui n'étaient pas compétents, ont obligé, sans avoir effectué les procédures légales requises, les habitant.e.s à quitter leur lieu de vie avec leurs biens.

Ce mois-ci, les périmètres de sécurité établis par les forces de l'ordre étaient souvent larges. En conséquence, l'équipe HRO n'a pas pu effectuer correctement les observations.



L'équipe HRO a constaté l'utilisation systématique de machinerie lourde, y compris des pelleteuses, pour vider les zones des affaires personnelles des personnes expulsées. Cela alors même que les propriétaires de ces affaires étaient, souvent, à côté.***



Les tentes continuent d'être lacérées par l'équipe de nettoyage sous la supervision des forces de l'ordre : les observateur.trice.s ont été témoins des tentes lacérées 5 fois avec des personnes toujours à l'intérieur, et l'équipe de nettoyage a arraché des mains de leur propriétaire les tentes 2 fois.



Les policiers et l'équipe d'expulsion marchent systématiquement sur des couvertures et des vêtements qui sont jetés dans la boue.

Lors de l'expulsion du 23/02 : une personne avec un handicap a été sorti de sa tente sans prise en compte de sa condition physique ; un policier est entré dans une tente et l'a fouillée sans la présence du propriétaire ; un policier a dit « barre-toi » à une personne expulsée, et qu'elle n'était autorisée qu'à parler français en France.

Harcèlement des défenseurs des droits lors de l'observation



20 tentatives d'intimidation :

Les observateur.trice.s ont subi 10 contrôles d'identité arbitraires ; les observateur.trice.s ont été photographié.e.s et / ou filmé.e.s par des policiers avec leur téléphone professionnel et / ou personnel 7 fois ; les observateur.trice.s ont été ridiculisé.e.s par les policiers 3 fois.

* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

**Le nombre de signalements effectués est au-delà du nombre réel de mineur.e.s isolé.e.s qui étaient en situation de rue et de danger sur le territoire Grand-Synthois au mois de février. Sur ce territoire, aucune association non mandatée n'a d'activité spécifique ciblant les MIE, contrairement à Calais, et se trouve en capacité d'effectuer ce travail d'identification précise (Source : Utopia 56)

*** Pour les photos et vidéos, vous pouvez vous référer à nos réseaux sociaux (instagram: @Humanrightsobs, twitter: @HumanRightsObs).